Schweizerische Statistische Gesellschaft

Protokoll der 51. Jahresversammlung

vom 29./30. Mai 1931 in Aarau

I. Öffentliche Versammlung, Freitag, den 29. Mai, abends 8 Uhr in der Aula der Kantonsschule

Anwesende*):

a) Delegierte des Bundes:

Departement des Innern:

Eidgenössisches Statistisches Amt: Dir. Dr. C. Brüschweiler, Dr. A. Schwarz. Finanz- und Zolldepartement:

Eidgenössische Steuerverwaltung: P. Amstutz, II. Stellvertreter des Direktors; Dr. C. Higy, volkswirtschaftlicher Beamter.

Eidgenössische Finanzverwaltung: Dr. W. Grütter, volkswirtschaftlicher Beamter.

Eidgenössische Oberzolldirektion: K. Acklin, Chef der Handelsstatistik.

Volkswirtschaftsdepartement:

Dr. J. Käppeli, Direktor der Abteilung für Landwirtschaft.

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit: Dr. K. Bartholdi, Sektion für Sozialstatistik.

Bundesamt für Sozialversicherung: Dr. E. Niederer, I. Adjunkt.

Justiz- und Polizeidepartement:

 $Eidgen\"{o}ssisches \ Versicherungsamt: Dr.\ E.\ Blattner,\ Vizedirektor.$

Schweizerische Nationalbank:

H. Schneebeli, Chef des statistischen Bureaus.

Schweizerische Unfallversicherungsanstalt:

Dr. K. Hafner, Generalsekretär.

b) Delegierte der Kantone:

Zürich: F. Locher, Kantonsstatistiker.

Bern: Dr. W. Pauli, Vorsteher des kantonalen statistischen Bureaus.

Fribourg: R. Bossy, Chef du Bureau cantonal de Statistique.

^{*)} Nach den Anmeldungen und den Eintragungen auf der Präsenzliste.

Basel-Stadt: Dr. O. H. Jenny, Kantonsstatistiker.

Appenzell A.-Rh.: Dr. Schiess, Ratsschreiber.

Ticino: L. Pedruzzi, Dir. Uff. Cant. Ticinese di Statistica. St. Gallen: Handelshochschule: Prof. Dr. P. H. Schmidt.

c) Delegierte der Städte:

Aarau: Dr. Laager, Vizestadtammann.

Bern: Dr. H. Freudiger, Vorsteher des Statistischen Amtes. Dr. Linder, Adjunkt.

Biel: F. Villars, Vorsteher des statistischen Dienstes.

Zürich: Dr. A. Senti, Chef des Statistischen Amtes. Dr. F. Ackermann, Assistent

d) Organisationen und Vereine:

Statistisch-volkswirtschaftliche Gesellschaft Basel: Dir. W. Stauffacher und Prof. Dr. F. Mangold.

Volkswirtschaftliche Gesellschaft des Kantons Bern: Dr. H. Freudiger.

St. Galler volkswirtschaftliche Gesellschaft: Prof. Dr. P. Keller.

Zürcher volkswirtschaftliche Gesellschaft: Prof. Dr. M. Saitzew.

Deutsche Statistische Gesellschaft: Dr. Losch (entschuldigt).

Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins: Dr. Hulftegger.

Basler Handelskammer: Dr. Henrici.

Schweizerischer Bauernverband: Dr. O. Howald, Vizedirektor; Dr. Borel, Vizedirektor; Aebi, Vorsteher des Schätzungsamtes; Hug, Vorsteher des landwirtschaftlichen Bauamtes; Furrer, Stellvertreter des Vorstehers der Abteilung für Rentabilitätserhebungen.

Schweizerische Volksbank: Dr. P. Mori.

Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände: F. Horand, Dr. K. Greiner.

Schweizerischer Gewerkschaftsbund: Dr. M. Weber.

 $\label{lem:condition} Arbeitgeberverband\ Schweizerischer\ Transportanstalten\colon Pr\"{a}sident\ J.\ Roos.$

e) Vom Vorstande der Gesellschaft:

Prof. Dr. W. E. Rappard; Dr. C. Brüschweiler; H. Schneebeli; Dr. A. Schwarz; Dir. W. Stauffacher; Dr. M. Weber; Prof. Dr. E. Grossmann; Redaktor Prof. Mangold.

f) Als Referenten:

Chr. Sonne, Vorsitzender des dänischen Agrarrates, Dr. O. Howald, Brugg.

g) Ausserdem waren anwesend:

A. Bachofen, Zollikon; Dr. H. Bauer, Basel; Prof. Dr. Büchner, Zürich; Dr. Büchi, Basel; W. Bäggli, Bern; Dr. F. Furger, Bern; Dr. Gaudenz; M. Grossmann; Häuptli, Zürich; K. Hofschneider, Bern; Ed. Merkli, Aarau; Schönbein, Bern; Dr. P. H. Schmidt, St. Gallen; Dir. R. Suter, Aarau (Lokalkomitee); Reg.-Rat Zaugg, Aarau; Dr. Zurukzoglu, Bern; Dr. J. Wyler, Bern. Weitere Anwesende haben ihren Namen nicht bekanntgegeben.

Präsident Rappard eröffnet die Versammlung mit folgender Begrüssung: Mesdames et Messieurs,

Le 11 octobre 1866, la Société Suisse de Statistique, qui avait tenu sa première assemblée annuelle à Lucerne l'an précédent, se réunit pour la première fois à Aarau. On était donc au lendemain de la fondation de notre Société et, comme y insista le pasteur Spyri dans son discours présidentiel, on était en pleine guerre européenne. L'an dernier, à Genève, nous célébrions, après 66 ans d'existence il est vrai, le premier demi-siècle de l'existence administrative de notre Société. En ouvrant aujourd'hui, au seuil d'une période nouvelle, les délibérations publiques de notre 51° assemblée annuelle dans une Europe pacifiée, mais non point hélas! encore définitivement apaisée, je vous devais de rappeler la première preuve d'hospitalité que donnèrent à nos prédécesseurs nos amis d'Argovie. Depuis lors notre Société s'est réunie encore deux fois à Aarau, dont la dernière en 1884. J'espère que nos hôtes veulent bien excuser notre indiscrétion si, après 47 ans, nous sommes de nouveau venus frapper à leur porte.

Ni mes souvenirs, ni le procès-verbal des délibérations de notre Comité de Direction ne me permettent d'affirmer les circonstances précises qui ont déterminé notre propos de revenir à Aarau. Je crois bien, cependant, que désireux de mettre en discussion une question d'ordre agraire, nous avons éprouvé le besoin de nous rapprocher de Brugg, cette Mecque des paysans suisses. Mais désireux en même temps de sauvegarder jusqu'aux apparences de notre liberté et de notre impartialité, nous n'avons pas osé nous en rapprocher davantage. Puis-je me permettre à cette occasion de renouveler l'expression de la vive reconnaissance de notre Société à l'égard de nos hôtes que j'ai déjà remerciés cet après-midi en ouvrant notre séance administrative? Aucun des membres de notre Comité n'habite Aarau. Si de ce fait le choix de votre ville comme siège de notre assemblée annuelle pouvait susciter quelques appréhensions, elles ont été entièrement dissipées par l'aimable empressement et par l'activité efficace de M. le directeur Suter et de ses collègues, qui ont bien voulu apporter tous leurs soins à l'admirable réception dont nous bénéficions ici, ainsi que par l'accueil si chalereux et si flatteur pour nous des autorités et de la population de votre canton et de votre ville.

Mesdames et Messieurs,

Mon rôle ce soir, après vous avoir dit toute la reconnaissance de la Société Suisse de Statistique, est de vous expliquer en deux mots le choix du sujet qui doit retenir notre attention aujourd'hui et demain. Je dois aussi vous présenter l'éminent conférencier de ce soir. La Société Suisse de Statistique, fidèle aux intentions de ses lointains fondateurs, s'est toujours efforcée de maintenir à ses travaux un double caractère. Par leur objet, ces travaux doivent intéresser la vie économique et sociale de notre pays, mais par leur méthode, ils doivent attester le souci de haute indépendance scientifique et l'absolue impartialité dont nous sommes animés. En inscrivant à notre ordre du jour l'étude comparée de l'agriculture suisse et de l'agriculture danoise et en la confiant à deux spécialistes également renommés de Copenhague et de Brugg, je crois pouvoir dire que nous sommes restés dans la ligne de nos meilleures traditions.

Entre le Danemark et la Suisse, il serait facile d'établir une comparaison qui mettrait en lumière de nombreuses analogies. Mais impatient, comme vous l'êtes tous, d'entendre M. Sonne, je m'en dispenserai. Toutefois, venant de Genève et avant depuis plus de dix ans suivi avec un intérêt constant les travaux de la S. d. N., je ne puis pas taire la vive sympathie, l'estime et l'admiration que l'attitude des représentants danois n'a cessé de m'enspirer pour leurs personnes et pour leur pays. Par le courage et la franchise de leurs interventions, ils ont servi la cause de la paix d'une façon particulièrement utile. Ils se sont en particulier toujours montrés défenseurs énergiques de la cause des petits pays, qui est la cause même du droit. Grâce à leur modestie et à leur simplicité personnelles, nous avons toujours trouvé en eux des collègues avec qui les rapports sont faciles, agréables et empreints de confiance. Bien souvent, dans des moments critiques, nous autres Suisses nous avons éprouvé le sentiment réconfortant de parler la même langue politique qu'eux. Dans la famille si disparate des nations, nous sentons que nous avons en eux des frères dont nous partageons cordialement, dans toutes les grandes questions, les soucis, les aspirations et les espoirs.

En matière économique, il est vrai, notre politique au cours des dernières générations tend à se distinguer de plus en plus nettement de la leur. Au milieu du nationalisme régnant, le Danemark a su rester plus résolument fidèle que la Suisse au libéralisme qui fut la foi des auteurs de notre Constitution de 1848. Le paysan danois, en particulier, qui constitue le plus ferme soutien du régime établi, est libre-échangiste et prospère, comme il est aussi pacifiste en matière internationale et avancé en matière de politique sociale. Sans parler des idées internationales et sociales qui regnent dans nos campagnes helvétiques, je constate qu'à la prospérité agricole et au libre-échangisme agraire danois, s'oppose chez nous une situation nettement contraire. Nos paysans et leurs représentants se plaignent d'une dépression persistante et cherchent dans une politique de plus en plus protectionniste une atténuation de leurs maux. Alors que les produits agricoles danois, et notamment le beurre, se répandent librement sur tous les marchés de l'Europe, nos paysans suisses tendent à revendiquer de plus en plus jalousement le monopole de leur marché national et à le protéger de plus en plus étroitement contre la concurrence du dehors.

A quoi tient ce contraste, particulièrement frappant en matière d'élevage et de ses dérivés? A quoi tient notre infériorité — car nous ne pouvons pas ne pas prononcer ce mot? N'est-ce pas, en effet, le plus net des aveux d'infériorité que la demande persistante de protection douanière qui s'élève de nos campagnes? Nous ne pouvons pas croire qu'il s'agit d'une infériorité personnelle ou sociale. Le simple bon sens nous l'interdit, non moins que notre amour-propre national. Notre industrie d'exportation ne réussit-elle pas, depuis plusieurs siècles, à se maintenir sur tous les marchés du monde non seulement sans aucune protection artificielle, mais encore malgré d'exceptionnelles difficultés naturelles? Et notre population industrielle n'est-elle pas elle-même fille de nos campagnes? Nul ne saurait croire à l'incapacité congénitale des pères d'enfants aussi capables. Et rien ne nous autorise davantage à penser que la concentration citadine s'opère par la sélection des plus aptes. Non. L'infériorité de l'agriculture suisse dans quelques-unes

de ses branches principales n'est pas due à l'infériorité personnelle du paysan suisse.

Il ne peut donc s'agir que d'une infériorité technique. Cela est infiniment consolant, car dans la vie économique les seules défaillances dont on ne se relève pas sont celles qui tiennent au facteur humain. Pourquoi donc nos paysans, dont les mérites vantés par tous les voyageurs étrangers ont longtemps fait notre orgueil et notre joie, dont l'énergie et le labeur ne cessent de faire notre admiration, dont les descendants industriels triomphent dans des conditions particulièrement difficiles des concurrences les plus redoutables, pourquoi donc nos paysans actuels se voient-ils obligés de demander à la politique la défense et la sauvegarde de leurs intérêts qu'ils ne trouvent plus dans l'efficacité de leur propre travail? Et comment se fait-il que leurs collègues du Danemark s'enrichissent dans la liberté et réussissent même à envahir victorieusement notre propre marché, alors que malgré une protection douanière de plus en plus onéreuse pour les consommateurs, la classe paysanne suisse voit ses effectifs diminuer et sa prospérité réduite?

Telles sont les questions intéressantes et troublantes qui nous ont fait instituer le débat de ce jour. Nous sommes extrêmement reconnaissants à M. le profésseur Laur et à ses éminents collaborateurs de Brugg d'en avoir immédiatement compris l'importance et de nous en avoir, avec une amabilité dont nous leur savons le plus grand gré, facilité l'organisation. Nous sommes particulièrement reconnaissants à M. Howald, vice-directeur de l'Union Suisse des Paysans, d'avoir bien voulu accepter de nous exposer demain la situation de l'agriculture suisse. Nous ne doutons pas que nous trouverons dans sa conférence la réponse à bien des questions que ne manquera pas de nous suggérer celle que nous allons avoir le privilège d'entendre.

Mais, si notre gratitude est tout acquise au représentant de l'agriculture suisse, que dire de celle que nous éprouvons pour M. Sonne? Malgré la distance qui sépare Copenhague d'Aarau et malgré tous les travaux qui doivent, au Danemark comme en Suisse, accaparer les loisirs d'un homme de l'importance de notre éminent hôte danois, M. Sonne, avec un désintéressement absolu qui nous remplit de confusion, n'a pas craint de venir nous apporter le fruit de son immense expérience et de sa très haute compétence. Au nom de vous tous, Mesdames et Messieurs, au nom particulièrement de la Société Suisse de Statistique comme aussi en mon nom personnel, je lui exprime notre très respectueuse et très profonde reconnaissance. En donnant la parole à notre conférencier, permettez-moi d'adresser encore l'expression de notre gratitude à M. Munch, ministre des affaires étrangères du Danemark, à l'aimable intermédiaire duquel nous devons aujourd'hui le privilège d'entendre M. Sonne, président du Conseil Agraire danois.

Vizestadtammann Dr. Laager, Aarau begrüsst die Versammlung aufs herzlichste, wünscht ihr vollen Erfolg und skizziert dann die Bedeutung der Statistik im komplizierten Räderwerk der Privat- und der Staatswirtschaft, wobei er seinem starken Bedauern darüber Ausdruck verleiht, dass der Kanton Aargau kein statistisches Bureau mehr hat. Er gibt der Hoffnung Ausdruck, es möge wieder erstehen, da im Kanton Aargau eine Fülle von Problemen der statistischen Erfassung und Bearbeitung harren.

Folgt der Vortrag von Herrn Chr. Sonne (siehe Seite 161 f.).

Nach Schluss dieses Vortrags folgte die Gesellschaft einer freundlichen Einladung der aarauischen Mitglieder der SStG zu einem Imbiss im Aarauerhof. Er hielt die Eingeladenen lange beisammen. Präsident Rappard nahm die Gelegenheit wahr, um für diesen schönen Empfang in herzlicher und in launiger Art zu danken.

II. Öffentliche Versammlung im Grossratssaale, vormittags 83/4 Uhr

Der Präsident Herr Prof. Rappard eröffnet die Versammlung und gibt das Wort Herrn Dr. O. Howald, Vizedirektor des Schweizerischen Bauernverbandes in Brugg (siehe sein Vortrag auf S. 178 f.).

Um 10.05 Uhr wird eine Pause eingeschoben.

Herr Landammann Zaugg, Aarau: Er müsse jetzt, anstatt nachmittags, und aus dem Stegreif sprechen. Er müsse sich nach dem Bezirk Zurzach begeben, der von einer grossen Unwetterkatastrophe heimgesucht worden sei. Die Abwesenheit der Mitglieder der Regierung am gestrigen Vortage sei mit Wasserwirtschaftsverhandlungen zu begründen, die die Regierungsräte bis abends spät ferngehalten habe. Er fährt dann fort:

Ich habe den Auftrag, im Namen des aargauischen Regierungsrates die besten Grüsse und Wünsche zu entbieten und die Gesellschaft und besonders den Gast aus Dänemark, Herrn Sonne, aus jenem uns so sympathischen Lande, willkommen zu heissen. Wir schätzen Dänemark so hoch, weil es eine hochentwickelte Kultur hat, vorzügliche Schulverhältnisse und Erziehungsmethoden, weil es auf dem Gebiet der wirtschaftlichen Reorganisation vorbildlich wirkt. Ich begrüsse auch die Mitglieder der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft. Die Statistik ist mir eigentlich nicht fremd; ich habe mehr als zwei Jahrzehnte auf dem Gebiet der der Statistik gearbeitet. Ich kenne auch Ihre Bestrebungen.

Man hat mir erzählt, was gestern abend bei der Eröffnung Ihrer Verhandlungen über das Fehlen eines statistischen Amtes in unserm Kanton gesprochen worden ist. Der Kanton Aargau ist mit seinen so verschiedenen Gebieten und wirtschaftlichen Verhältnissen ein fruchtbares Feld für Ihre statistischen Methoden, und ich gebe zu, dass er in Sache Statistik etwas rückständig ist. Die Statistik, namentlich über Landwirtschaft, weist meist private Arbeiten auf, so hat Herr Dr. Howald eine Untersuchung über die Dreifelderwirtschaft durchgeführt; auch haben einzelne Direktionen von sich aus einige statistische Arbeiten erstellt; ein statistisches Amt fehlt; es hat eines bestanden, ist aber leider wieder aufgehoben worden. Ich würde ein neues statistisches Amt begrüssen. Es hätte genug Arbeit. Wir kennen z. B. die Steuerquellen, wissen aber nicht, wie stark sie fliessen; die Mittel und auch die Personen für die Durchführung einer Steuerstatistik fehlen. — Ich hoffe gerne, dass Sie unsern Kanton in guter Erinnerung behalten und Ihrem Ziel: prüfen, erkennen und verstehen! immer nahe sind.

Präsident Rappard freut sich über diese Begrüssung und die Feststellungen des Herrn Landammann. Der Aargau ist in seiner Art ein Mikrokosmus der Schweiz. Seine Gastfreundschaft, wie die der Stadt Aarau, steht bei uns in hoher Schätzung.

Die Verhandlungen werden um 10.35 Uhr wieder aufgenommen.

Um 11.10 Uhr ist Herr Dr. Howald mit seinem Vortrag zu Ende. Die Versammlung spendet reichen Beifall.

Präsident Rappard dankt dem Referenten verbindlich und bewundert die Freiheit seiner Erklärungen, den Reichtum seiner Informationen und seinen Mut. Er hatte einen andern Ton erwartet und hat nun ein bewundernswertes Referat gehört. Er äussert sich zu einem Punkte: der Abwanderung der intellektuellen Angehörigen der Landbevölkerung, speziell der Landwirtschaft, nach der Stadt.

Dr. M. Weber, wissenschaftlicher Sekretär des schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Bern: Ich beabsichtige nicht, dem Standpunkt der bäuerlichen Produzenten jenen der Konsumenten gegenüberzustellen. Ich will auch nicht irgendeine Doktrin vertreten. Zur Diskussion steht eine einfache Frage von grosser volkswirtschaftlicher Tragweite: Wie kann die Landwirtschaft ihre Existenzbedingungen, ihr Einkommen verbessern? Dabei erheben sich Fragen, die von allgemeinem wirtschaftspolitischem Interesse sind. Es sind der Verfechtung von Klasseninteressen bestimmte Grenzen gesetzt. Sie liegen da, wo die gemeinsamen Grundlagen der Volkswirtschaft bedroht sind. Sie finden es vielleicht sonderbar, dass das gesagt wird von einem Vertreter jener Organisationen, denen man den Kampf für ihre Klasseninteressen so gerne zum Vorwurf macht. Doch es handelt sich um nichts weiter als um die Anerkennung realer Tatsachen. Und wenn diese Feststellung gerade bei der Diskussion des Landwirtschaftsproblems gemacht werden muss, so geschieht das deshalb, weil die landwirtschaftlichen Organisationen ihre Klasseninteressen so konsequent und energisch verfolgen wie kaum eine andere Organisation (die Arbeiter können hier von den Bauern noch viel lernen) und weil jene Grenzen hier vielleicht erreicht sind.

Es erheben sich zwei Probleme: 1. Wie kann das Realeinkommen der Landwirtschaft gesichert und vergrössert werden, zunächst einmal ohne jede Rücksichtnahme auf die übrige Bevölkerung? 2. Wie wirkt sich diese Politik aus für die ganze Volkswirtschaft?

Zunächst die erste Frage. Die Landwirtschaft will ihr Einkommen vergrössern durch Preiserhöhung bzw. Hochhalten der Preise. Das ist nur möglich in einer autarken Wirtschaft. Die schweizerische Landwirtschaft ist aber selbst nicht autark. Die Milchwirtschaft ergibt einen Überschuss von etwa 20 Prozent, der in Form von Käse, Kondensmilch usw. exportiert werden muss. Auch die Landwirtschaft ist somit abhängig vom Weltmarkt, und die Weltmarktpreise sind entscheidend für ihr Einkommen. Allerdings versucht sich die Landwirtschaft umzustellen und durch vermehrte Produktion von Butter, Fleisch, Getreide den Überschuss der Milchproduktion wegzubringen. Das ist aber zum Teil nur möglich durch Erhöhung der Produktionskosten (besonders beim Getreide).

Durch äusserst konsequente Politik ist es dem Bauernverband gelungen, die Preise für landwirtschaftliche Produkte im Inland hoch zu halten. Die Einfuhrsperre für Fleisch führte dazu, dass der Index der Fleischpreise heute auf 172—174 steht, für Rindfleisch sogar auf 187 (1914 = 100). Der Milchpreis wird durch die

starke Kartellierung wesentlich über den Preisen in andern Ländern gehalten. Für Getreide wird ein staatlicher Garantiepreis gewährt, der in der letzten Zeit nicht weniger als 100 Prozent über dem Weltmarktpreis stand. (Das darf wohl als wirtschaftspolitisches Unikum bezeichnet werden.) Diese ganze Politik ist schliesslich eine Frage des politischen Einflusses.

Die Folge ist Preiserhöhung statt Kostensenkung, wogegen in den Agrarländern schon während des Krieges und ganz besonders unter dem Druck der internationalen Landwirtschaftskrise eine weitgehende Rationalisierung und dadurch eine gewaltige Steigerung der Leistung stattgefunden hat. Die landwirtschaftlichen Produkte wurden stark verbilligt. Diese niedrigen Preise werden kaum verschwinden, und die überseeische Landwirtschaft sucht sich auf dieses Preisniveau einzustellen. Die Landwirtschaft in Europa muss mitgehen oder sich abschliessen.

Der Schweizerische Bauernverband sucht den Preisabbau aufzuhalten. Dadurch wird die Rationalisierung gehemmt, im Gegensatz zu Dänemark, wo in der Produktion wie in der Weiterverarbeitung und im Absatz der landwirtschaftlichen Produkte durch staatliche Hilfe und genossenschaftliche Selbsthilfe alle denkbaren Verbesserungen eingeführt werden. Unserer Landwirtschaft wird durch diese Preispolitik nicht geholfen. Ihre Konkurrenzunfähigkeit wird immer vergrössert.

Nun erklärt die schweizerische Landwirtschaft, eine andere Politik sei nicht möglich. Sie weist hin auf die hohen Güterpreise. Diese sind aber gerade eine Folge ihrer Politik. Sie erklärt, die Standardisierung und die Anwendung landwirtschaftlicher Maschinen sei in der Schweiz nur schwer möglich. Das ist aber nicht bewiesen. Unsere Industrie ist auch nicht auf Massenproduktion eingestellt und dennoch leistungsfähig. Es wird behauptet, die Landwirtschaft habe mit teuern Arbeitskräften zu rechnen. Dabei sind in Dänemark die Löhne für Landarbeiter wesentlich höher als bei uns. Es gelten dort Tarifverträge, die auch eine verkürzte Arbeitszeit von 8—10 Stunden je nach Jahreszeit vorsehen. Die Landwirtschaft der Schweiz muss sich genau wie unsere Industrie durch Qualitätsprodukte ihre Konkurrenzfähigkeit sichern. Hier happert es jedoch. Selbst in der bundesrätlichen Botschaft über die Hilfe für die Milchproduzenten wird festgestellt, «dass erhebliche Quantitäten von Käse minderwertig sind».

Wie wirkt sich nun diese Politik aus auf unsere Volkswirtschaft? Für die Industrie ist eine Isolierung vom Weltmarkt unmöglich. Für die Landwirtschaft kommt sie nur soweit in Betracht, als andere Teile der Bevölkerung die Kosten tragen. Die Landwirtschaft umfasst ein Viertel unseres Volkes. Der sehr weitgehende Schutz trifft allerdings nur einen Teil. So macht die Getreideproduktion nur 4 Prozent des gesamten wirtschaftlichen Rohertrages aus. Hierfür allein werden 23 Millionen Franken aufgewendet. Die 18 Millionen Franken Subventionen sind bei weitem nicht die Hauptsache. Die Hauptbelastung der Volkswirtschaft entsteht aus den höhern Preisen. Wenn zum Beispiel die Fleischpreise nur 12 Prozent, die Milchpreise 10 Prozent über dem Weltmarktniveau stehen, so beträgt die Belastung etwa 20 bzw. 30 Millionen. Der Preisunterschied ist jedoch zumeist wesentlich höher. Einschliesslich Subventionen und Unterstützung

des Getreidebaus dürften die Kosten, die die schweizerische Wirtschaft zu tragen hat, 100 Millionen weit übersteigen, auch wenn man die Belastung von Obst, Gemüse, Wein nicht in Betracht zieht und alle möglichen andern Vorteile in der Gesetzgebung (z. B. Steuergesetze) nicht berücksichtigt.

Die Frage muss gestellt werden: Ist es möglich, dass ein so wesentlicher Teil der Wirtschaft künstlich erhalten wird? Hat ein Wirtschaftszweig überhaupt Anspruch auf Existenz unter allen Umständen? Der Anteil der Landwirtschaft an der Gesamtwirtschaft muss ja mit fortschreitender Rationalisierung sinken, weil wir bei Erhöhung des realen Einkommens nicht viel mehr Lebensmittel konsumieren, sondern vor allem mehr industrielle Fabrikate. Die Landwirtschaft behauptet, ihre Bevölkerung müsse erhalten werden als Kraftreservoir des ganzen Volkes. Dagegen ist einzuwenden, dass die Industriebevölkerung heute dank der Verkürzung der Arbeitszeit und der sportlichen Betätigung nicht degeneriert ist. Eher massgebend ist wohl der Umstand, dass man die Landwirtschaft als politisches Reservoir erhalten wird. Auf diese Frage der parteipolitischen Strategie wollen wir jedoch hier nicht eintreten.

Die Landwirtschaft erklärt ferner, die Löhne der Arbeiter seien gestiegen, ihr Einkommen dagegen nicht. Da muss einmal festgestellt werden, dass ein solcher Vergleich vollständig unzulässig ist. Der Landwirt ist Unternehmer und kann nicht sein Unternehmereinkommen mit dem Lohn des unselbständigen Arbeiters vergleichen. Die Löhne der Arbeiterschaft sind gestiegen, nicht auf Kosten anderer Schichten, sondern durch Steigerung der Produktivität. Freilich muss die Erhöhung der Produktivität auch jenen zugute kommen, die sich in Wirtschaftszweigen betätigen, wo eine weitgehende Rationalisierung nicht möglich ist. Aber wenn die Landwirtschaft die internationale Kostensenkung nicht mitmacht, kann sie sich nicht beklagen über die hohen Löhne, welche die Arbeiter durch viel intensivere Arbeitsleistung erkaufen mussten. Es wäre ganz undenkbar, dass eine Industrie, die zu teuer produziert, erklären könnte: Ihr müsst uns das abkaufen zu Preisen, die uns ein anständiges Auskommen ermöglichen. Auch die Landwirtschaft hat die Folgen der kapitalistischen Konkurrenzwirtschaft zu tragen.

Man bezeichnet den landwirtschaftlichen Protektionismus oft als «Sozialpolitik». Das ist er aber unter keinen Umständen. Sozialpolitik will die Schwachen schützen. Unsere Agrarpolitik gewährt jedoch Vorteile, die um so grösser sind, je mehr einer produziert.

Die Wirtschaft der Schweiz hat die Kosten der Unterstützung der Landwirtschaft bisher getragen und tragen können, weil sie in ihrer Gesamtheit reich ist und weil die Industrie grosse Reserven angesammelt hat. Das kann sich aber ändern. Sobald versucht wird, das schweizerische Lohnniveau herabzusetzen, wird auch auf die Landwirtschaft ein starker Druck ausgeübt werden.

Die Industrialisierung unseres Landes gewährt der Landwirtschaft einen grossen Vorteil (gerade auch gegenüber Dänemark) durch den starken Inlandmarkt, den die kaufkräftige Industriebevölkerung darstellt. Deshalb ist die schweizerische Landwirtschaft bis jetzt verhältnismässig wenig betroffen worden von der Krise.

Die schweizerische Landwirtschaft kann sich wahrhaftig nicht beklagen über mangelhaftes Verständnis der übrigen Bevölkerungskreise, auch nicht seitens der Arbeiterschaft. Wir haben immer erklärt, dass wir bereit sind mitzuhelfen, um die Lage der Landwirtschaft zu verbessern. Das soll jedoch geschehen durch Betriebsverbesserungen und durch Verbesserung der Absatzverhältnisse, überhaupt durch Hebung der Produktivität. Hierfür darf auch die Hilfe des Staates beansprucht werden, wie das in Dänemark der Fall ist. Auch die Landwirtschaft sollte ihre Politik umstellen und sich mehr nach dem Weltmarkt orientieren. Diese protektionistische Politik könnte einmal zur Katastrophe führen. Denn auf die Dauer ist es nicht tragbar, einen grossen Wirtschaftszweig mit staatlicher Hilfe am Leben zu erhalten.

Präsident Rappard dankt für dieses erste Votum und sieht sich angesichts der vorgerückten Stunde veranlasst, die Redezeit auf fünf Minuten zu beschränken.

Prof. F. Mangold, Basel, drückt seine Freude über den frischen Vortrag und die umfassende Darstellung aus. Der Überblick über das ganze Problem wird z. T. erst durch zahlenmässige Darstellungen ermöglicht. Das ist gut; doch wäre zu wünschen, dass verschiedene der uns vorgelegten Zahlenreihen ergänzt würden, damit nicht der Eindruck erweckt wird, man wolle sie uns vorenthalten, weil sie eine andere, als die mit den gebotenen Zahlen aufgedeckte Entwicklung zeigen. Es stecken vielleicht auch noch Druckfehler in der Vorlage (z. B. Tab. 38).

Hinsichtlich des Einkommens, namentlich der Kleinbauern, ist zu bemerken, dass es doch oft ergänzt wird durch Einkommen aus Nebenberufen (Heimarbeiter, Wirt, Wagner, Metzger, kleine Beamtung usw.) oder durch Beiträge von Angehörigen, die in Bureaux und Fabriken tätig sind. Die soziale Lage der Familie wird dadurch insgesamt verbessert, ähnlich wie jene von so manchen Arbeiter- und Angestelltenfamilien in der Stadt, bei denen das Einkommen des Familienhauptes zu klein ist. Diese Vereinigung von landwirtschaftlichen und industriellem Einkommen schafft doch oft einen annehmbaren Wohlstand, wie er sich z. B. in Roggwil zu erkennen gibt.

Dr. J. Käppeli, Direktor der Abteilung für Landwirtschaft des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, Bern: Beide Referenten haben durch ihre trefflichen Ausführungen anschaulich gezeigt, dass die Landwirtschaft in Dänemark und in der Schweiz auf einer hohen Stufe steht, dass sie aber, in Anpassung an die Verschiedenheiten der beiden Länder, Verschiedenheiten in natürlicher, wirtschaftlicher und sozialer Beziehung, recht unterschiedlich betrieben wird.

Stehen für Dänemark die Exportinteressen und für die Schweiz die Inlandsversorgung im Vordergrunde, so darf doch nicht übersehen werden, dass die Ausfuhr auch für gewisse Erzeugnisse der schweizerischen Landwirtschaft von grosser Wichtigkeit ist, insbesondere für Zuchtvieh, Milcherzeugnisse und in Jahren guter Ernten auch für Obst. Diese Zweige unseres Exportes haben sich in der Vorkriegszeit, für Käse schon vor Jahrhunderten, zu schöner Blüte entwickelt, und der damalige Aufschwung ist, abgesehen von der Qualitätsproduktion, zum guten Teil der privaten Initiative der Produzenten und des Handels zu danken.

Die interessanten Darlegungen des Herrn Sonne haben von neuem gezeigt, dass die dänische Landwirtschaft sich insbesondere nach drei Richtungen auszeichnet: erstmals durch eine den natürlichen Verhältnissen angepasste, auf hoher Stufe stehende Technik, zweitens durch die damit einhergehenden, erfolgreichen Bestrebungen für eine überragende Qualitätsproduktion und drittens durch einen zeitgemässen, kommerziellen Ausbau des Produktenabsatzes und der Produktenverwertung.

Wohl hat auch die schweizerische Landwirtschaft nach allen drei Richtungen, trotzdem sie unter recht schwierigen Verhältnissen arbeitet, bedeutsame und anerkennenswerte Fortschritte zu verzeichnen, aber wir stehen doch unter dem Eindrucke, dass wir hierin gerade bei unsern dänischen Freunden noch manches lernen könnten. Naturgemäss wird man die dortigen Einrichtungen nicht einfach kopieren dürfen, aber wir müssen unsere ganze Kraft einsetzen, künftig wohl noch mehr als bisher, um auf ganzer Linie mit der Zeit Schritt zu halten und das Beste zu erreichen. Wir würden unserer Sache einen schlechten Dienst erweisen, wenn wir an unsern eigenen Zuständen nicht selbst auch Kritik üben wollten, wo sie angebracht ist, und der Vorsitzende hat hervorgehoben, dass die Ausführungen des Herrn Dr. Howald von diesem Gedanken getragen waren.

Herr Sonne hat u. a. dargelegt, dass die Standardisierung der dänischen Exportprodukte grosse Erfolge zu verzeichnen habe, dass die Produzentenund Handelsorganisationen in dieser Richtung vorangegangen seien und beim Staate eine verständnisvolle Unterstützung gefunden hätten. So darf in Dänemark von Staates wegen schon seit Jahren nur Butter ausgeführt werden, welche die vorgeschriebene Lur-Marke trägt, und die dänische zählt bekanntlich zur besten Butter der ganzen Welt. Eine ähnliche Standardisierung beim Käse bietet schon in technischer Beziehung viel grössere Schwierigkeiten (Verschiedenheiten der Käsesorten und der Ansprüche der Abnehmer). Dazu kommen in der Schweiz die verfassungsrechtlichen Einengungen eines Art. 31 der Bundesverfassung, der eine weitgehende Handels- und Gewerbefreiheit garantiert. Aber auch dieses Problem befindet sich in schweizerischen Fachkreisen im Studium, und es ist zu erwarten, dass es verständnisvoller Verbindung von Selbsthilfe und Staatshilfe gelingen sollte, mit der Zeit eine geeignete Lösung zu finden.

Zum Schlusse noch eines: Es ist in den Referaten und in der Diskussion auf die Solidarität der verschiedenen Berufsgruppen hingewiesen worden. Die schweizerische Landwirtschaft darf anerkennen, dass sie in weiten Kreisen der Bevölkerung viel Verständnis findet und Wohlwollen geniesst. Und wenn sich gelegentlich einzelne Stimmen, sei es in Versammlungen, in der Presse oder in Ratssälen, auch gegen gewisse landwirtschaftliche Richtungen und Forderungen äussern, so dürfen wir doch dadurch unsere Überzeugung nicht ins Wanken bringen lassen, dass das Schweizervolk eine gesunde Landwirtschaft wünscht und sie lebenskräftig erhalten will. Und die Schweizerische Statistische Gesellschaft verdient Anerkennung und Dank, dass sie das aktuelle Thema über dänische und schweizerische Landwirtschaft in so grosszügiger Weise behandeln liess, denn gerade solche Aussprachen sind geeignet, das gegenseitige Verständnis und das Gefühl der Zusammengehörigkeit verschiedener Erwerbsgruppen zu heben.

Präsident Rappard dankt Herrn Dir. Käppeli besonders. Unsere Absicht war in der Tat, den Interessen des ganzen Landes zu dienen.

Chr. Sonne: Herr Howald hat uns ein interessantes und umfassendes statistisches Material gegeben, das geeignet ist, die Verschiedenheit der schweizerischen und der dänischen Landwirtschaft klarzustellen, in der ja das Zentralproblem liegt. Es liegt nur daran, diese Verschiedenheit so stark als möglich hervorzuheben. — Herr Howald hat auf unsere niedrigen Futterpreise hingewiesen, aber trotz ihrer sind die Einnahmen unserer Landwirtschaft 300—400 Mill. Kr. geringer. Dann: die dänische Landwirtschaft wird nicht eigentlich subventioniert. Sie erhält allerdings vom Staate ca. 10 Mill. Kr., aber für wissenschaftliche Versuche, für Unterricht und landwirtschaftliche Organisationen; so hat die Landeshochschule u. a. ein Versuchslaboratorium für Pflanzenversuchswesen für das ganze Land. Ich habe auch schon auf die Verschiedenheit der natürlichen Produktion und der Absatzverhältnisse der beiden Länder hingewiesen, die ja von der produzierten Ware, der Menge und den Absatzverhältnissen auf dem einheimischen Markte abhängt.

Der dänische Bauer arbeitet gewissenhaft, tüchtig, wie wohl auch der schweizerische Landwirt, und er würde vorziehen, wenn die Zölle auf der Einfuhr dänischen Viehs nach der Schweiz eher herabgesetzt als heraufgesetzt würden. Ich verfolge mit lebhaftem Interesse die bewundernswerte Arbeit, die schweizerische Landwirtschaft auf eine hohe Stufe zu bringen, und wir dänischen Landwirte wünschen der schweizerischen Landwirtschaft alles Gute.

Ich habe in meinem einleitenden Vortrage kürzlich darauf hingewiesen, dass die natürlichen Produktions- und Absatzverhältnisse die schweizerische bzw. die dänische Landwirtschaft eine völlig verschiedene Stellung auf dem Weltmarkte einnehmen lassen.

Dieser Unterschied wird bedingt durch Art und Menge der produzierten Waren und nicht zuletzt auch von deren Absatz auf dem heimischen Markt, wobei dieser Absatz wieder mit dem Verhältnis zwischen Produktionsmenge und Bevölkerungszahl in Verbindung steht.

Diesen fundamentalen Unterschied möchte ich anhand einiger Zahlen stärker beleuchten.

Dänemark führte 1930 für 1518 Millionen Kronen selbstproduzierte Waren aus, wobei der Wert der landwirtschaftlichen Exportprodukte 1217 Millionen Kronen oder 80 % des Gesamtausfuhrwertes ausmachte, während der Anteil der industriellen Fabrikate nur 20 % betrug. Die Schweiz wies im selben Jahre — wenn ich richtig unterrichtet bin — eine Gesamtausfuhr im Werte von 1768 Millionen Franken auf, von denen 1412 Millionen auf Industrieprodukte, 175 Millionen auf Rohwaren und 181 Millionen auf Nahrungsmittel entfielen.

Aus den angeführten Ziffern geht hervor, dass sich das Wertverhältnis der ausgeführten industriellen und landwirtschaftlichen Erzeugnisse verglichen mit der Schweiz bei Dänemark umkehrt. Diese Tatsache steht in natürlicher Verbindung mit dem Umstand, dass im Vergleich zu Dänemark ein mehr als doppelt so grosser Prozentsatz der schweizerischen Bevölkerung in der Industrie tätig ist.

Die Zahl der in der Landwirtschaft beschäftigten Personen ist in der Schweiz und in Dänemark ungefähr gleich gross; denn obwohl die Anbaufläche Dänemarks bedeutend grösser ist als die der Schweiz, ist die Aufteilung des Areals in Kleinwirtschaften in der Schweiz grösser als in Dänemark — obwohl wir meinen, dass unsere Anbaufläche in besonders grossem Umfange aufgeteilt sei —, so dass die Schweiz gut 15 % mehr selbständige Landwirtschaften besitzt als Dänemark.

Ein Vergleich der hier in Betracht kommenden Haustiere der beiden Länder zeigt, dass in der Schweiz etwa 900.000 Milchkühe und ungefähr 650.000 Schweine gehalten werden, während die letzte Zählung in Dänemark 1 633.000 Milchkühe und 5.232.000 Schweine ergab.

Die Umstände, auf die ich hier hingewiesen habe, erklären die für die schweizerische Landwirtschaft glückliche Tatsache, dass der schweizerische einheimische Markt für die Landwirtschaft des Landes eine weit grössere Rolle spielt als der einheimische Markt für die dänische Landwirtschaft. Letztere ist darauf angewiesen, den gegenwärtigen grossen Schwierigkeiten zu trotzen und das Beste zu leisten, um sich eine leidliche Stellung auf dem Weltmarkt zu erkämpfen. Selbst die ausdauernde Beschäftigung mit der Lösung dieser Aufgabe vermag jedoch die grossen Besorgnisse der dänischen Landwirte nicht zu verscheuchen. Wie ich mir denke, werden auch die schweizerischen Landwirte entsprechende Sorgen haben, die indessen wohl vor allem dem Käseexport gelten werden. Aber während die schweizerische und dänische Landwirtschaft in vielfacher Beziehung mit demselben Mass gemessen werden kann, so gelten doch hinsichtlich der Exportinteressen für Dänemark ganz andere Massstäbe. Das Gedeihen der dänischen Landwirtschaft hängt völlig von der Exportmöglichkeit ab. Wie es aber heutzutage mit der internationalen Handelsfreiheit steht, habe ich schon gestern dargetan, und es würde nur eine Wiederholung bedeuten, wollte ich heute nochmals näher darauf eintreten. Die meisten Länder, die für den Weltmarkt grössere Bedeutung haben, sind offen zu einer protektionistischen oder praktisch genommen gar prohibitiven Handelspolitik übergegangen.

Nun, der Friede dauert nur solange, als es der Nachbar will, und es ist wohl erklärlich, dass man zur Wahrung der eigenen vitalen Interessen zu entsprechenden Gegenmassnahmen greift. In einem Radiovortrag vom 4. Mai hat Lloyd George England und Dänemark als die einzigen wirklichen Freihandelsländer charakterisiert, und dies mit vollem Recht, obwohl wir einen Käsezoll haben, denn dieser ist für unsere einheimische Käseproduktion ohne Bedeutung. 1930 betrug unsere Käseeinfuhr 367 Tonnen, von denen 119 Tonnen aus der Schweiz importiert wurden; der dafür erlegte Zoll belief sich auf 20 Öre per Kilogramm.

Der Käsezoll widerspricht unsern Prinzipien, denn wir dänischen Landwirte sind ganz freihändlerisch eingestellt. Ausserdem ist der Käsezoll für uns so wertlos, dass es uns nicht die geringste Überwindung gekostet hat, die Regierung durch unsere zentrale fachliche Organisation aufzufordern, diesen Zoll aufzuheben. Diese Aufforderung wurde zu verschiedenen Malen, auch kürzlich, wiederholt. Die Regierung hat aber bis jetzt diesem Wunsche nicht entgegenkommen wollen, weil eine Änderung der jetzigen Zollgesetzgebung mit technischen Schwierigkeiten verbunden sei. Es ist mir natürlich völlig klar, dass ein Schutzzoll Dänemarks

Exportinteressen nichts nützen würde, und ich bestreite nicht, dass dieser Umstand die freihändlerische Orientierung der dänischen Landwirtschaft bestimmt hat.

Die jetzige landwirtschaftliche Krise ist als eine Weltkrise zu betrachten. Auf deren Ursachen will ich nicht eingehen; die Anschauungen darüber weichen sehr stark voneinander ab. Tatsache ist indessen, dass zwischen Produktion und Konsum und zwischen Produktionskosten und Verkaufspreisen ein Missverhältnis besteht, das überall der landwirtschaftlichen Betriebsökonomie grosse Schwierigkeiten bereitet.

Es hat mich interessiert und gefreut, aus den Publikationen des Schweizerischen Bauernsekretariates zu erfahren, dass sich die Verzinsung der untersuchten Landwirtschaften vom Dreijahr 1920/22 bis 1929 regelmässig verbessert hat, hingegen hat es mich nicht gefreut, zu vernehmen, dass für das letzte Jahr ein fühlbarer Niedergang erwartet wird.

Im Dreijahr 1925/26 bis 1927/28 (unser landwirtschaftliches Rechnungsjahr reicht gewöhnlich vom 1. Juni bis Ende Mai) hatte das dänische Betriebsbureau als Mittel von etwa 700 landwirtschaftlichen Betrieben eine durchschnittliche Verzinsung von 1,6 % ermittelt, im folgenden Jahr stieg sie auf 6,2 %, wurde aber 1929/30 wieder etwas niedriger. Diese bedeutende Steigerung der Verzinsung in den beiden Jahren ist vor allem den relativ guten Schweinepreisen zu verdanken. Für das laufende Betriebsjahr wird aber infolge der äussert niedrigen Butter- und Speckpreise und der Preise der Exportprodukte überhaupt keine Verzinsung zu erwarten sein. Also: auch Dänemarks Landwirtschaft, die bis zum letzten Jahr relativ gut durch die Ungunst der Zeiten gekommen ist, steckt jetzt tief in der Krise, und wir können nur hoffen, dass sich die Verkaufspreise erholen, bevor allzu grosse ökonomische Schäden angerichtet sind. Vorläufig sind wir dänischen Landwirte darauf angewiesen, bei unserer bisherigen Produktionslinie zu bleiben. Ich weiss wohl, dass es bei der gegenwärtigen ungünstigen Konjunktur naheliegt, die Frage zu stellen: wie hoch sind eigentlich die Produktionskosten für ein Pfund Butter oder ein Pfund Speck, und dass die Beantwortung zeigen würde, dass die Produktionskosten höher sind als die Verkaufspreise. Mit der Klarstellung des Verlustes an dieser oder jener Produktion ist die Sache jedoch noch keineswegs erledigt. Es stellt sich nämlich nicht allein die Frage, wieviel bei der jetzigen Produktion an dieser oder jener Ware verloren wird, sondern wieviel wir verlieren würden, falls wir diese oder jene Ware nicht produzierten. Es muss hier daran erinnert werden, dass unsere ganze Wirtschaft - Bodenbenutzung, Haustierhaltung, Ställe, Molkereien und Schlächtereien — durch jahrelange zielbewusste Arbeit und grosse Kapitalaufwendungen auf die gegenwärtige Produktionsweise eingestellt worden ist. Ein Aufgeben derselben, ja, auch nur eine eingreifende Beschränkung, würde eine Revolutionierung der dänischen Landwirtschaft bedeuten, so dass es nicht wundern darf, wenn eine solche Änderung solange als möglich zu vermeiden gesucht wird.

Ich kann die Möglichkeit nicht von der Hand weisen, dass ein vorurteilsfreier Beobachter zur Frage geneigt wäre, warum Dänemark seine Butter- und Schweineproduktion so stark emporgetrieben habe. Darauf möchte ich erwidern: erstens ist unsere Produktion dabei rationalisiert und verbilligt worden, und zweitens ist unsere Exportproduktion nicht eine künstlich hochgetriebene, sondern wie ich in meinem einleitenden Vortrag gesagt habe, ein natürliches Resultat unserer einheimischen Pflanzenproduktion. Ich bin überzeugt, dass aus einer Gegenüberstellung der schweizerischen Einfuhr von Futtermitteln mit der Ausfuhr von tierischen Produkten und der analogen Gegenüberstellung für Dänemark hervorgehen würde, dass die Schweiz pro Exporteinheit mehr importierte Produktionsmittel benützt als Dänemark.

Es ist mir sehr angenehm, darauf rechnen zu können, dass die hier vorliegende Diskussionsfrage von beiden Seiten sachlich und leidenschaftslos behandelt werden wird. Für Eifersucht zwischen den schweizerischen und dänischen Landwirten besteht, richtig beurteilt, ja keine Veranlassung. Der Handelsverkehr zwischen der Schweiz und Dänemark ist nicht bedeutend und gegenseitig ungefähr gleich gross, für die Schweiz eher aktiv, und auf dem Weltmarkt können sich die beiden Länder nur in geringem Masse genieren.

Dir. Dr. Howald. Die Zahlen gelten nur für den bestimmten Zeitabschnitt, von dem gesprochen worden ist; die Zusammenstellung hat in Eile erfolgen müssen. Die fehlenden Zahlen werden aber das Bild nicht stark ändern. Etwas gutgläubig sollten Sie unseren Zahlen auch gegenüberstehen. Zu den Ausführungen von Dr. M. Weber sei bemerkt, dass eine Interessengruppe, die eine 20-25 %ige Erhöhung ihres Realeinkommens erzielt hat, sich weniger um ihre Existenz zu wehren braucht, wie die durch die Krise stärker betroffene Landwirtschaft. Sodann ist es unrichtig, wenn man behauptet, wir hätten nur Interesse an höhern Preisen; wir haben nur ein Interesse am Bestande der Landwirtschaft. Wir stellen uns auch nicht nur auf die Produktion für das Inland ein. Wir wollen exportieren, doch hat der Export auch seine Grenzen. Dänemarks Löhne sind niedriger als diejenigen in der Schweiz. Wir rationalisieren auch und versuchen, den Arbeitsaufwand so weit als möglich zu verringern und damit die Produktionskosten zu verringern. So sind im Jahre 1930 alle Preise gewichen und doch ist das Gesamtergebnis verhältnismässig günstig, weil die Produktionskosten zurückgegangen sind. Es ist bedauerlich, dass man sagt, die schweizerische Landwirtschaft könne nur mit Staatsunterstützung existieren, und dass das der Vertreter einer Gruppe behauptet, der man viele 100 Millionen Franken in Form von Arbeitslosenunterstützung gegeben hat. Die dänische Landwirtschaft ist übrigens schlechter dran als wir. Die schweizerische Landwirtschaft wird 1929, 1930/1931 besser abschneiden als Dänemark.

Der Präsident dankt Referenten und Diskussionsrednern nochmals und hält dafür, dass die beiden Vorträge doch drei Probleme erhellt haben.

Die Diskussion hat der vorgerückten Zeit wegen gekürzt werden müssen. Den Diskussionsrednern waren z. B. 5 Minuten eingeräumt, infolgedessen wurde in Aussicht genommen, schriftliche Voten nachträglich in der Zeitschrift aufzunehmen. Frl. Dr. van Aanroy hat denn ein solches Votum eingesandt (s. Seite 235).

Auf Autobussen, die auch von den Mitgliedern der Statistischen Gesellschaft in Aarau gestiftet worden waren, fuhren etwa 67 Teilnehmer durch die prächtige Landschaft nach Brestenberg zum Mittagsmahl. Das schöne alte Schloss und die wundervolle Terrasse mit ihren alten Platanen und dem Blick in die Ferne nahm alle gefangen.